

Location :
Port-au-Prince, HAÏTI

Application Deadline :
26 décembre 2018
Starting date: 06 janvier 2018

Type of Contract: Service
Langages Required : Français et Créole

Termes de référence pour la sélection d'un centre de formation, d'une université ou d'une firme de formation pour le renforcement des capacités des femmes prochainement candidates aux élections législatives

I. CONTEXTE

Les inégalités entre les hommes et les femmes en matière de représentation dans les espaces politiques sont un facteur de blocage de l'Etat de droit en Haïti. Depuis le début de cette décennie l'Etat haïtien a adopté un ensemble de mesure correctives destinées à promouvoir l'égalité femmes et hommes dans les espaces de prises de décision. Le plus significatif demeure l'obligation du quota d'au moins 30% de représentation féminine dans les pouvoirs publics inséré dans la Constitution amendée. Cette volonté s'est traduite par l'intégration dans le décret électoral de 2015 de quelques clauses¹ pour le respect des quotas notamment au niveau municipal.

Malheureusement, très peu de progrès ont été enregistré lors des élections de 2015-2017 autour de la représentativité des femmes. Seulement 4 femmes sont représentées dans les deux chambres du parlement ; Même dans les collectivités territoriales moins de 15% de femmes ont occupé le poste de Mairesse principale. Cet état de fait traduit la fragilité des mesures étatiques et démontre le vaste chantier à construire autour de la participation effective des femmes dans les espaces de pouvoir.

L'analyse de la problématique par une équipe d'ONU Femmes dépêché en Haïti relève un triple déficit 1/ les normes socio-culturelles discriminant les femmes 2/ le cadre juridique en vigueur archaïque et inefficace et 3/ les institutions en charge du processus électoral qui ne sont pas toujours en mesure de protéger les femmes.

Ces constats ont poussé ONU Femmes et ses partenaires à revoir leurs stratégies et proposer d'autres mesures plus incitatives devant faciliter l'accès des femmes à la vie politique en Haïti. Ainsi, dans le cadre du projet Réduction de la violence faite aux femmes durant les processus électoraux, financé par le Canada, il a été proposé d'ouvrir une Académie Politique afin de renforcer la capacité des femmes et des jeunes filles qui veulent intégrer la politique.

L'objectif général de cette entité nommée « Académie politique des femmes Leaders » est de contribuer à la consolidation de la gouvernance avec une plus grande participation des femmes dans la gestion des affaires publiques. Elle vise à donner une formation diplômante de niveau universitaire de façon intensive durant trois mois accompagnés d'activités de mentorat. La première promotion devra former 80 femmes leaders sur des thématiques en lien à la préparation aux élections telles que

¹ articles 9, 66, 92.1, 100.1, 139.1, 157 et 240

la communication publique, la campagne électorale, le plaidoyer et le réseautage, le leadership et mobilisation de fonds. Les participantes seront identifiées par les partis politiques, les réseaux associatifs et pourront-elles se présenter de façon indépendante.

Responsabilités spécifiques

Sous la direction de la gestionnaire de projet et en collaboration avec le/ la responsable d'éducation et de sensibilisation dans la plateforme pour la pleine participation politique des femmes, l'organisation/ la structure de formation/ l'académie ou l'université aura la tâche suivante :

- ✓ Concevoir les documents de fonctionnement de l'Académie (conception de curriculum, identification de manuels adaptés, règlement intérieur et stratégie logistique pour les étudiantes de provinces etc.) ;
- ✓ Identifier les formateurs/rices et mentors/es ;
- ✓ Finaliser le choix des étudiantes à la formation en fonction de la cartographie des femmes membres de partis mis en place par la consultante en appui aux partis politiques, avec la fédération des femmes maires d'Haïti et des organisations de femmes de plateforme ;
- ✓ Réaliser la formation sur les thématiques suivants : La communication publique, la campagne électorale, le plaidoyer/réseautage, le leadership et la mobilisation des fonds ;
- ✓ Proposer un système d'évaluation des connaissances et compétences des étudiantes au cours du cursus et
- ✓ Proposer un système d'évaluation du projet pilote

Livrables attendus

L'Académie Politique des femmes visent les résultats suivants :

- Existence de curriculum, de manuels de formation, de règlement intérieur et de stratégie logistique pour les femmes candidates de provinces ;
- 4 ateliers simultanés de formation sont tenus sur les thématiques suivants : la communication publique, la campagne électorale, le plaidoyer/réseautage, le leadership et la mobilisation des fonds ;
- Des plans et chronogramme d'activités personnels sont élaborés pour chaque atelier de formation ;
- Des plans de suivi individuels des formations pour les candidates aux prochaines élections sont élaborés ;
- Des rapports de formation sont élaborés ;
Des rapports de suivis de formations et de mentorats sont élaborés.

Période de consultation

La période de consultation devra être de 4 mois maximum. A noter que le rapport final doit être remis, évalué satisfaisant et approuvé par ONU Femmes avant le dernier jour du contrat.

Modalité de paiement

Le paiement des émoluments de la consultation se fera en deux tranches et de la manière suivante :
60 % après la signature du contrat ;

40% après la remise du rapport final dûment acceptés et évalués satisfaisants

Lieu d'affectation

Les principales activités se tiendront dans l'Ouest

Profil recherché

Centre de formation, Université ou firme spécialisée dans la formation

Au moins 10 ans d'expérience de travail sur les thématiques suivantes : Genre et participation politique des femmes, communication publique, leadership

Maîtrise écrite et orale du Français et du Créole ;

Connaissance des formations antérieures réalisées pour renforcer les compétences des femmes candidates

Connaissance des acteurs intervenant sur la participation politique des femmes principalement les organisations de femmes et les partis politiques ;

Rigueur et bonne capacité d'analyse et de rédaction.

Autres compétences

Conformité aux valeurs et normes d'ONU Femmes ;

Flexibilité, adaptabilité, capacité à travailler de manière autonome ;

Bonne connaissance du Système des Nations Unies.

Composition du dossier

A.1.- Composition de l'offre technique :

Une lettre d'expression d'intérêt et de disponibilité dûment exprimés ;

Une présentation de l'organisation et de ses expériences en rapport avec les TdRs ;

Une présentation de la compréhension du mandat ;

Une présentation de la méthodologie détaillée envisagée pour fournir les livrables.

A.2.- Critères d'Évaluation Technique

La commission technique évaluera pour chaque candidature, si elle est apte à exercer la consultation de façon satisfaisante. L'évaluation sera fondée sur les critères d'évaluation énoncés plus-bas.

Sur demande du rapporteur, avec l'accord de la commission, les candidat-e-s devront fournir par écrit, dans le délai imparti, tous les renseignements complémentaires éventuellement nécessaires jugés utiles. Ces renseignements ne doivent en rien modifier l'offre de base.

La commission d'évaluation des offres techniques, fera l'analyse de conformité et comparera les offres techniques sur la base des critères ci-dessous définis :

Critères	Note maximale
Expérience dans les formations intensives	10
Disposer d'une solide expertise dans les questions de genre et de la politique	20

Maîtriser les deux langues suivantes : Français et du Créole	10
Avoir une connaissance des autres acteurs intervenant sur la participation politique des femmes principalement les organisations de femmes	10
Avoir au moins quatre ans d'expérience dans la réalisation d'activités à l'intention des organisations de la société civile principalement les organisations de femmes	15
Faire preuve de rigueur et avoir bonne capacité d'analyse et de rédaction	5

B. Offre financière

L'offre financière doit indiquer le coût global de la consultation, avec une description détaillée de toutes les charges y afférentes.

B.1.- Analyses des offres financières

Seules les propositions sélectionnées, ayant reçu une note supérieure ou égale à 70 points après analyse des offres techniques seront prises en compte pour l'ouverture et l'analyse des offres financières. Les offres financières ne devront pas porter de signes indicatifs du - de la consultante.

B.2.- Corrections des erreurs

Lorsqu'il y a une incohérence entre le prix unitaire et le prix total obtenu en multipliant le prix Unitaire par la quantité, le prix unitaire cité fera foi, à moins que la commission d'évaluation estime qu'il s'agit d'une erreur grossière de virgule dans le prix unitaire, auquel cas le prix total tel qu'il est présenté fera foi et le prix unitaire sera corrigé.

X. Présentation des propositions

Les candidats doivent soumettre leurs offres dans une enveloppe contenant : la proposition Financière et la Proposition Technique. Les deux offres doivent être présentées dans des enveloppes différentes, scellées et sous pli fermé.

Les offres qui ne respecteront pas ces dispositions seront automatiquement éliminées.

Option de soumission

Option 1 : Par courrier

Adresse 13, Rue Stephen, Musseau, Pétion-Ville HT6140.

Si ce mode de soumission est choisi, les dossiers de candidatures devront être envoyés sous pli fermé et la seule mention sur l'enveloppe externe devra être : UNW – HTI et la mention « **Candidature d'Université/Centre/Firme de Formation pour le renforcement des capacités des femmes candidates aux élections** »

Option 2 : Par courrier électronique

Adresse email : info.haiti@unwomen.org avec comme objet « **Académie politique des femmes leaders** ».

Si ce mode de soumission est choisi, seulement les deux offres (technique et financière) doivent être envoyées comme deux fichiers séparés. Toutefois, les offres financières devront être codées et seul(e) les firmes/Universités ou les centres de formation dont les offres passeront l'étape technique seront contacté(e)s pour qu'ils envoient le code pour ouvrir leurs offres financières. En cas de non-respect de ces instructions, ONU Femmes ne pourra en aucun cas être tenu responsable si la proposition est égarée ou si elle est ouverte prématurément.

Date limite de la soumission de la proposition

Les propositions devront être envoyées au plus tard le 26 décembre 2018 23h59, heure Locale :

Toutes propositions reçues après la date et l'heure indiquées ne seront pas considérées ;
Aucune proposition ne peut être modifiée après la date et l'heure fixées pour la remise des propositions.